

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 21 (partie II)

Déposée par Messieurs Santer, Hleminger et Fayot (titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (suppléant, Luxembourg)

Article 21 : [Coopération en matière de sécurité intérieure]

- 1) L'Union développe une coopération qui associe toutes les autorités compétentes en matière de sécurité intérieure des États membres, y compris les services de police, de douanes et d'autres services spécialisés dans les domaines de la prévention ou de détection des infractions pénales, et des enquêtes en la matière.
- 2) A cette fin, ~~le Parlement européen et~~ le Conseil, statuant à l'unanimité et après consultation du Parlement européen conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadres portant sur :
 - la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes ;
 - la formation et les échanges de personnels, les équipements et la recherche ;
 - toute autre mesure, non visé au paragraphe suivant, favorisant la coopération entre les autorités visées au présent article.
- 3) Le Conseil peut adopter à l'unanimité des lois et des lois-cadre portant sur la coopération opérationnelle entre les autorités visées au présent article. Il statue après consultation du Parlement européen.

Explication éventuelle :

S'agissant ici de démarches relevant de l'exercice de la puissance souveraine des États membres, il est difficilement concevable que l'Union agisse selon la procédure législative dans ce domaine.

Aucun Etat membre ne peut effectivement être contraint de suivre des procédures harmonisées dans ces domaines, ni de participer à des actions décidées en dehors de sa volonté. Il semble dès lors logique de maintenir l'unanimité comme règle de procédure décisionnelle en cette matière.